

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Huile de palme : renforcer le fonctionnement d'Apoi-Gabon

LES membres de cette plateforme ont échangé sur différents points liés au fonctionnement de leur structure à Libreville, lors de l'atelier qui les a réunis mardi et mercredi derniers.

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LES acteurs de l'Initiative pour l'huile de palme en Afrique (African palm oil initiative Apoi) comptent réaliser un diagnostic organisationnel, opérationnel et financier de leur antenne du Gabon. Ceci, afin de dégager

les forces et les faiblesses de cette dernière, identifier les menaces et les opportunités par rapport à la consolidation et la pérennisation de leur plateforme. Mais aussi d'évaluer les besoins de la structure en matière de capacités.

À cet effet, les membres de cette plateforme ont échangé sur ces différents points liés au fonctionnement de leur structure à Libreville, lors de l'atelier qui les a réunis mardi et mercredi derniers. L'atelier a accueilli une trentaine de participants issus des départements techniques de l'administration, du secteur privé, des structures de représentation des petits planteurs et de la société civile, qui interagissent au sein de la plateforme nationale Apoi-Gabon. Cette importante rencontre, qui s'est achevée hier, a été organisée grâce à une collaboration entre l'Organisation non gouvernementale (ONG) Brainforest, le ministère de l'Agriculture et le Fonds mondial pour la nature (WWF). L'Apoi a pour but de soutenir la production d'une huile de palme durable, respectueuse de l'environnement et des droits sociaux, avec un faible impact sur les forêts tropi-

cales d'Afrique occidentale et centrale. Leur programme implique également la réduction du phénomène de conversion des terres forestières au profit des plan-

tations agro-industrielles de palmiers à huile. La plateforme fait aussi la promotion de toutes les initiatives visant à améliorer la gouvernance de ladite filière.



Photo: Maixent Ntoutoume

Brèves

FINANCES - Afin d'accompagner le Niger dans la mise en œuvre des réformes nécessaires dans la gestion des finances publiques, l'Agence française de développement (AFD) va octroyer à l'État une enveloppe de 35 millions d'euros, soit 23 milliards FCFA. Pour matérialiser cet appui financier, un protocole d'accord a été signé le 29 novembre 2019 entre le Niger, représenté par son ministre des Finances, Mamadou Diop, et la France, par son ambassadeur à Niamey, Alexandre Garcia ainsi que le directeur de l'AFD.

BUDGET 2020 - Depuis l'année 2008, après avoir franchi la barre des 2000 milliards FCFA, le budget de l'État du Cameroun n'a plus jamais connu de baisse. Au contraire, au fil des années budgétaires, cette enveloppe n'a cessé d'augmenter, atteignant plus de 5000 milliards FCFA, au cours de l'exercice 2019, au terme d'un collectif budgétaire décidé par le chef de l'État au mois de mai. Mais, pour le compte de l'année 2020, l'enveloppe budgétaire, proposée par le gouvernement et actuellement en examen à l'Assemblée nationale, s'élève à 4951,7 milliards FCFA, contre 5212 milliards FCFA l'année dernière.

Rassemblées par SCOM




AVIS D'APPEL D'OFFRES n° CDC/ADG/DGA/DDE/0015.02.12/2019

PROJET DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME NATIONAL D'INFORMATION CLIMATIQUE ET DE RENFORCEMENT DU PLAN NATIONAL D'ADAPTATION

INFORMATIONS GENERALES

Pays :	Gabon
Date de publication :	02 décembre 2019
Date limite de dépôt du dossier (heure locale) :	10 décembre 2019 - 15:30
Agence de financement :	Fonds Vert pour le Climat
Commanditaire :	Caisse des Dépôts et Consignations
Bénéficiaire :	Agence Nationale des Parcs Nationaux
Langue :	Français et Anglais

PROFILS RECHERCHES

Dans le cadre du projet de mise en place d'un système national d'information climatique et de renforcement du Plan National d'Adaptation, la CDC recherche les profils suivants :

- un Expert International en Gestion des Zones Côtières ;
- un Expert International en Secteur Privé
- un Consultant National Junior en Finance Publique ;
- un Consultant National en Economie.

CONTACT

Le dossier d'appel d'offres incluant les termes de référence est obtenu par téléchargement sur le site indiqué ci-dessous ou sur demande aux adresses suivantes : appeloffres@cdc-gabon.ga et jmbadinga@cdc-gabon.ga

Les offres devront être soumises soit en mains propres ou par voie postale à l'adresse de la CDC ci-dessous sous plis fermé (en cinq exemplaires dont un original) ; soit par voie électronique à : appeloffres@cdc-gabon.ga avec copie à jmbadinga@cdc-gabon.ga

Adresse :	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS 2EME ETAGE IMMEUBLE ORCHIDIA AVENUE DE COINETET BP : 8820 LIBREVILLE - GABON
Téléphone :	+241 01770115
Adresse électronique :	appeloffres@cdc-gabon.ga
Site Web :	http://www.cdc-gabon.ga

DOCUMENTS A TELECHARGER SUR LE SITE INDIQUE CI-DESSUS :

- Termes de Référence de la Mission

ÉTABLISSEMENT PUBLIC A FISCALITÉ D'ADMINISTRATION ET DOTATION DE 200 MILLIARDS DE FRANCS CFA
SIEGE SOCIAL : 2^{ème} étage Immeuble Orchidia, Rue Jean Nguende - B.P. 8820 Libreville - Gabon
N° STATISTIQUE : 933 485 G - NIF : 793 485 N - TELEPHONE (+242) 01 77 02 25 - TELECOIXE + 241 01 77 02 89